

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Emissions et cotations

Valeurs françaises

Abionyx Pharma

Société Anonyme au capital de 1 775 582,75 €
Siège social : 33-43 avenue Georges Pompidou – Bâtiment D - 31130 Balma
481 637 718 RCS Toulouse

AVIS AUX ACTIONNAIRES**Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires par émission d'actions ordinaires**

Objet de l'insertion : La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société Abionyx Pharma (ci-après la « **Société** ») de l'émission et l'admission sur le marché Euronext à Paris d'actions ordinaires nouvelles, à souscrire en numéraire et à libérer en espèces et/ou par compensation de créance, dans le cadre d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Caractéristiques de la société

Dénomination sociale : Abionyx Pharma

Forme de la société : Société anonyme de droit français à Conseil d'administration.

Montant du capital social : Le capital social s'élève à 1 775 582,75 € (un million sept cent soixante-quinze mille cinq cent quatre-vingt-deux euros et soixante-quinze centimes).

Il est divisé en 35 511 655 actions ordinaires de cinq centimes d'euro (0,05 €) chacune, entièrement souscrites et libérées de l'intégralité de leur montant.

Adresse du siège social : 33-43 avenue Georges Pompidou – Bâtiment D - 31130 Balma.

Numéro d'identification : 481 637 718 RCS Toulouse – SIRET 481 637 718 00059.

Durée. La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, soit jusqu'au 5 avril 2104, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Objet social : La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la recherche et le développement de tous produits pharmaceutiques en vue de leur production et de leur commercialisation, après obtention, le cas échéant, de l'ensemble des autorisations nécessaires,
- la participation, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de société nouvelle, d'apport de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements,
- et, plus généralement toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

Exercice social : du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne : Néant

Forme des actions : Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, sous réserve de certaines dispositions légales relatives à la forme des actions détenues par certaines personnes.

Les actions donnent lieu à une inscription en comptes individuels ouverts par la Société ou tout intermédiaire habilité, au nom de chaque actionnaire et tenus dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Lorsque le propriétaire des titres n'a pas son domicile sur le territoire français, au sens de l'article 102 du Code civil, tout intermédiaire peut être inscrit pour le compte de ce propriétaire. Cette inscription peut être faite sous la forme d'un compte collectif ou en plusieurs comptes individuels correspondant chacun à un propriétaire.

L'intermédiaire inscrit est tenu, au moment de l'ouverture de son compte auprès soit de la société émettrice, soit de l'intermédiaire financier habilité teneur de compte, de déclarer sa qualité d'intermédiaire détenant des titres pour le compte d'autrui. En vue de l'identification des propriétaires des titres au porteur, la société pourra, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, demander, à tout moment, les informations concernant les propriétaires de ses actions et des titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires.

Transmission des actions : Les actions sont librement négociables dès leur émission selon les modalités prévues par la loi.

Elles demeurent négociables après dissolution de la Société et jusqu'à clôture de la liquidation.

Elles donnent lieu à une inscription en compte et se transmettent par virement de compte à compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Franchissement des seuils : Sans préjudice des obligations d'information en cas de franchissement des seuils légaux prévus par les articles L.233-7 et suivants du Code de commerce, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, venant à posséder directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant une fraction au moins égale à 1 % du capital de la Société ou des droits de vote, est tenue d'informer la Société, par lettre recommandée avec avis de réception, du nombre total des actions ou des droits de vote qu'elle détient dans un délai de 4 jours de Bourse à compter de la date d'acquisition.

Cette déclaration doit être faite, dans les mêmes conditions, chaque fois qu'un seuil entier de 1 % est franchi à la hausse jusqu'à 50 % inclus du nombre total des actions de la Société ou des droits de vote.

La déclaration mentionnée ci-dessus doit également être faite lorsque la participation au capital devient inférieure aux seuils prévus visés ci-dessus.

Pour l'application de cette obligation statutaire, les seuils de participation sont calculés dans les mêmes conditions que les seuils de participation légaux.

En cas de non-respect de cette obligation d'information, les actions excédant la fraction de 1 % qui auraient dû être déclarées sont privées du droit de vote, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction du capital de la Société ou des droits de vote au moins égale à la fraction précitée de 1 % dudit capital ou des droits de vote, pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

Droits et obligations attachés aux actions : Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales dans les conditions légales et statutaires.

Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les actionnaires font leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaires.

Assemblées : Les décisions des actionnaires sont prises en Assemblée Générale. Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles qui sont appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée, pour statuer sur une modification des droits relatifs aux actions de cette catégorie.

Les délibérations de l'Assemblée Générale prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Convocations : Les Assemblées sont convoquées par le Conseil d'administration. Elles peuvent être également convoquées par le ou les Commissaires aux Comptes, par un mandataire en justice ou par les actionnaires majoritaires en capital ou en droits de vote dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux Assemblées Spéciales. Les actionnaires agissant en désignation d'un mandataire de justice doivent réunir au moins un vingtième des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est effectuée par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social et au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires. Les actionnaires titulaires d'actions nominatives depuis un mois au moins à la date de l'insertion des avis de convocation sont en outre convoqués à toutes les Assemblées d'actionnaires par lettre ordinaire ou, sur leur demande et à leurs frais, par lettre recommandée ou par tout autre moyen autorisé par la Loi.

L'Assemblée ne peut être tenue moins de 15 jours après l'insertion des avis de convocation ou l'envoi de la lettre aux actionnaires nominatifs.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Ordre du jour : L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation. Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la quotité du capital social fixée par la Loi et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de points ou de projets de résolutions. L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut, toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil d'administration et procéder à leur remplacement.

Participation des Actionnaires aux Assemblées : Tout actionnaire, à défaut d'assister personnellement à l'Assemblée Générale, peut :

- (i) se faire représenter en donnant procuration à toute personnes physique ou morale de son choix, dans les conditions prévues par la loi ou les règlements, ou
- (ii) adresser une procuration à la Société sans indication du mandat, dans les conditions prévues par la loi ou les règlements, ou
- (iii) en votant par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée.

La participation aux assemblées générales, sous quelque forme que ce soit, est subordonnée à un enregistrement ou à une inscription des actions dans les conditions et délais prévus par la réglementation en vigueur

Le formulaire de vote par correspondance, dûment complété, doit parvenir à la Société 3 jours au moins avant la date de l'Assemblée, faute de quoi il n'en sera pas tenu compte.

L'actionnaire ayant voté par correspondance n'aura plus la possibilité de participer directement à l'assemblée ou de s'y faire représenter.

En cas de retour de la formule de procuration et du formulaire de vote par correspondance, la formule de procuration est prise en considération, sous réserve des votes exprimés dans le formulaire de vote par correspondance.

Un actionnaire n'ayant pas son domicile sur le territoire français, au sens de l'article 102 du Code civil, peut se faire représenter aux Assemblées Générales par un intermédiaire inscrit dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Cet actionnaire est alors réputé présent à cette assemblée pour le calcul du quorum et de la majorité.

Tout actionnaire pourra également, si le Conseil d'administration le décide lors de la convocation de l'assemblée, participer et voter aux assemblées par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication permettant son identification et sa participation effective à l'assemblée, dans les conditions et suivant les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Il sera ainsi représenté pour le calcul du quorum et de la majorité des actionnaires.

Feuille de présence : A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la Loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et les actionnaires participant par visioconférence ou par un autre moyen de télécommunication conforme aux exigences légales et

réglementaires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un Secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Quorum : Dans les Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les Assemblées Spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions ordinaires, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire. Pour le calcul de cette période de deux ans, il sera tenu compte de la durée d'inscription au nominatif précédant le 28 novembre 2024. Ce droit sera conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit. Les actions nominatives bénéficiant d'un droit de vote double converties au porteur ou transférées en propriété perdent le droit de vote double sauf dans les cas prévus par la loi.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum, que des formulaires complétés et reçus par la Société trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée.

Toutefois, les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la Société jusqu'à la veille de la réunion de l'Assemblée générale, au plus tard à 15 heures, heure de Paris. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne sont pas considérés comme des votes exprimés.

Obligations antérieurement émises : Néant.

Instruments dilutifs : A ce jour, les instruments dilutifs sont les suivants :

- 3.445.740 actions attribuées gratuitement par la Société en cours d'acquisition.
- 40.000 BSA 01-2018 en janvier 2018 pouvant donner droit à la souscription de 40.000 actions. Chaque BSA donne le droit de souscrire une (1) action ordinaire de la Société. Les actions ordinaires souscrites doivent être intégralement libérées lors de leur souscription par versement en numéraire, y compris le cas échéant par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.
- 2.472.000 BSA issus des ABSA attribués en juin 2024 pouvant donner droit à la souscription de 2.472.000 actions. Sous réserve d'un ajustement éventuel, 1 BSA donne le droit de souscrire 1 action ordinaire nouvelle de la société au prix de 3 euros.
- 243.000 options de souscription d'actions attribuées en décembre 2023. Chaque option donne le droit de souscrire une (1) action ordinaire de la Société. Les actions ordinaires souscrites doivent être intégralement libérées lors de leur souscription par versement en numéraire.

Bilan : Le bilan de la Société arrêté au 31 décembre 2025 figure en annexe.

Cadre juridique de l'augmentation de capital

Document d'information : L'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription ne donnera pas lieu à un prospectus soumis à l'approbation de l'Autorité des Marchés Financiers. La Société a établi un document d'information conformément à l'annexe IX du règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 concernant le prospectus à publier lors de l'offre au public de valeurs mobilières ou de leur admission à la négociation sur un marché réglementé. Le document d'information peut être consulté sur le site Internet de la Société (www.abionyx.com). Le document d'information a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers.

Assemblée Générale ayant autorisé l'émission – L'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire des actionnaires de la Société, réunie le 27 juin 2024, a délégué sa compétence au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires au Directeur Général, pour réaliser une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal maximum de 2.000.000 euros par émission d'actions ordinaires nouvelles de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans les conditions fixées dans ses dix-septième et vingt-quatrième résolutions.

Conseil d'administration ayant approuvé le principe de l'émission – En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 27 juin 2024 dans sa dix-septième résolution, le Conseil d'administration, lors de sa séance du mardi 26 mai 2026, a décidé d'approuver le principe d'une augmentation de capital de la Société en numéraire avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires dont les caractéristiques sont reproduites ci-dessous et à subdélégué au Directeur Général tous pouvoirs, dans les conditions et limites fixées par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire, pour arrêter les caractéristiques définitives de l'Opération et, le cas échéant, décider de l'allocation des actions non-souscrites à titres irréductible.

Décision du Directeur Général ayant décidé le lancement de l'émission – En vertu de la subdélégation de compétence accordée par la réunion du Conseil d'administration visée ci-dessus, le Directeur Général de la Société a décidé, le 26 mai 2026, de procéder à l'Augmentation de Capital.

Caractéristiques et modalités de souscription des Actions Nouvelles

Nombre d'actions nouvelles à émettre : Le nombre total d'actions nouvelles à émettre s'élève à 7.056.416 soit une augmentation de capital de 18 699 502,40 euros prime d'émission incluse.

Faculté d'extension : Néant.

Prix de souscription : Le prix de souscription unitaire de chaque action a été fixé à 2,65 euros, qui représente une décote de 23,74 % par rapport au cours de clôture du 26 mai 2026 (3,475€), et une décote de 20,6% par rapport à la valeur théorique de l'action ex-droit. Le montant de souscription unitaire d'une action nouvelle est de 2,65 euros, soit 0,05 euro de valeur nominale et 2,60 euros de prime d'émission, et devra être libéré en totalité lors de la souscription, en espèces ou par compensation de créances.

Droits préférentiels de souscription : Chaque actionnaire de la Société recevra 1 droit préférentiel de souscription par action enregistrée comptablement sur son compte-titres à l'issue de la journée comptable du 1er juin 2026.

Les droits préférentiels de souscription confèrent à un actionnaire le droit de souscrire en priorité à un nombre d'actions nouvelles proportionnel au nombre d'actions qu'il possède, afin que sa participation au capital de la Société ne soit pas diluée.

Sur la base du cours de clôture de l'action de la Société le 26 mai 2026, soit 3,475 euros, la valeur théorique de chaque droit préférentiel de souscription est de 0,1375 euro.

Cotation du droit préférentiel de souscription : Les droits préférentiels de souscription sont cotés et négociés sur Euronext Paris, sous le code ISIN FR0014018QN5.

Date de détachement des droits préférentiels de souscription et période de négociation des droits préférentiels de souscription sur Euronext Paris : Les droits préférentiels de souscription seront détachés le 29 mai 2026 et seront négociables du 29 mai 2026 au 11 juin 2026.

Dates d'ouverture et de clôture de la souscription des actions nouvelles : du 2 juin 2026 au 15 juin 2026.

Souscription à titre irréductible : La souscription des Actions Nouvelles est réservée par préférence, aux actionnaires existants enregistrés comptablement sur leurs comptes à l'issue de la journée du 28 mai 2026, ou aux cessionnaires de leurs droits préférentiels de souscription, qui pourront souscrire à titre irréductible, à raison de 1 Action Nouvelle pour 5 droits préférentiels de souscription, sans qu'il soit tenu compte des fractions.

Les actionnaires ou cessionnaires de leurs droits préférentiels de souscription qui ne posséderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions anciennes ou de droits préférentiels de souscription pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles pourront acheter ou vendre le nombre de droits préférentiels de souscription permettant d'atteindre le multiple conduisant à un nombre entier d'Actions Nouvelles.

Souscription à titre réductible : Il est institué, au profit des actionnaires, un droit de souscription à titre réductible aux actions qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes. La souscription à titre réductible par un actionnaire suppose la souscription préalable par ledit actionnaire à titre irréductible.

En même temps qu'ils déposeront leurs souscriptions à titre irréductible, les actionnaires ou les cessionnaires de leurs droits pourront souscrire à titre réductible le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils souhaiteront, en sus du nombre d'Actions Nouvelles résultant de l'exercice de leurs droits à titre irréductible.

Les Actions Nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront réparties et

attribuées aux souscripteurs à titre réductible. Les ordres de souscription à titre réductible sont servis dans la limite de leur demande et au prorata du nombre d'actions anciennes dont les droits auront été utilisés à l'appui de leur souscription à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Actions Nouvelles.

Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'actions lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses droits de souscription que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande spéciale devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les établissements ou intermédiaires auprès desquels ces souscriptions auront été déposées. Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des actions à titre réductible.

Un avis publié sur le site internet de la Société fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Exercice du droit préférentiel de souscription : Pour exercer leurs droits préférentiels de souscription, les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment entre le 2 juin 2026 et le 15 juin 2026 inclus et payer le prix de souscription correspondant. Chaque souscription devra être accompagnée du paiement du prix de souscription par versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société. Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées seront annulées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

Le droit préférentiel de souscription devra être exercé par ses bénéficiaires, sous peine de déchéance, avant l'expiration de la période de souscription.

Conformément à la loi, le droit préférentiel de souscription sera négociable pendant la durée de la période de souscription, dans les mêmes conditions que les actions anciennes.

Le cédant du droit préférentiel de souscription s'en trouvera dessaisi au profit du cessionnaire qui, pour l'exercice du droit préférentiel de souscription ainsi acquis, se trouvera purement et simplement substitué dans tous les droits et obligations du propriétaire de l'action ancienne.

Les droits préférentiels de souscription non exercés ou non cédés à la clôture de la période de souscription seront caducs de plein droit et leur valeur sera nulle.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés par le Crédit Industriel et Commercial, qui sera chargé d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des Actions.

Demandes de souscription à titre libre : En sus de la possibilité de souscrire à titre irréductible et réductible suivant les conditions et modalités précisées ci-avant, toute personne physique ou morale, détenant ou non des droits préférentiels de souscriptions, pourra souscrire à la présente augmentation de capital à titre libre.

Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande au Crédit Industriel et Commercial, 6 avenue de Provence, 75009, Paris, France, ou auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, étant précisé que le Directeur Général disposera de la faculté de répartir librement les actions non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectuées des demandes de souscriptions à titre libre.

Droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues par la Société : En application de l'article L. 225-206 du Code de commerce, la Société ne peut souscrire à ses propres actions.

Au 26 mai 2026, la Société détient 229.575 de ses propres actions.

Il est précisé que la Société a renoncé au bénéfice de 229.575 droits préférentiels de souscription attachés aux actions auto-détenues.

Limitation de l'augmentation de capital : En application de l'article L.225-134 du Code de commerce, le Directeur Général pourra notamment décider de limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celles-ci atteignent 75 % au moins du montant fixé initialement, étant toutefois précisé que la Société bénéficie d'ores et déjà d'engagements de souscription portant sur 99,99% du montant de l'augmentation de capital.

Établissements domiciliaires - Versements des souscriptions : Les souscriptions des Actions Nouvelles et

les versements des fonds par les souscripteurs, dont les titres sont inscrits au porteur ou au nominatif administré, ou leur prestataire habilité agissant en leur nom et pour leur compte, seront reçus jusqu'au 15 juin 2026 inclus par les intermédiaires financiers habilités.

Les souscriptions et versements des souscripteurs dont les actions sont inscrites en compte au nominatif pur seront reçues sans frais jusqu'au 15 juin 2026 inclus auprès du CIC Corporate et Institutional Banking, 6 avenue de Provence, 75009, Paris, France. Chaque souscription devra être accompagnée du versement de l'intégralité du prix de souscription.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés par le CIC Corporate et Institutional Banking, qui sera chargé d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des Actions Nouvelles.

Les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués, seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

Garantie : L'augmentation de capital ne fait pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du code de commerce. Il est cependant rappelé que la Société a reçu des engagements de garantie des garants représentant 99,99% du montant de l'augmentation de capital.

Engagements reçus au titre de la garantie : La Société a reçu des engagements de souscriptions au titre de la garantie représentant un montant total de 18.690.000 €.

L'ensemble de ces engagements représente 99,99% du montant de l'augmentation de capital envisagée.

Jouissance des Actions Nouvelles : Les Actions Nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront créées jouissance courante. Elles seront assimilées dès leur émission aux actions anciennes.

Cotation des Actions Nouvelles : Les Actions Nouvelles provenant de l'augmentation de capital feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur Euronext Paris. Leur cotation ne pourra toutefois intervenir qu'après établissement du certificat de dépôt du dépositaire. Elles seront admises sur la même ligne de cotation (code ISIN FR0012616852 - ABNX) que les actions anciennes et leur seront entièrement assimilées dès leur admission aux négociations.

Selon le calendrier indicatif de l'augmentation de capital, la livraison des Actions Nouvelles et leur admission aux négociations sur Euronext Paris est prévue le 22 juin 2026.

Cyrille Tupin,
Directeur Général

Annexe – Bilan au 31 décembre 2025

Bilan actif

BILAN ACTIF État exprimé en euros		31/12/2025		31/12/2024	
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (II)				
	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Concessions, brevets et droits similaires	46 479	42 944	3 535	5 231
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	257 567	212 567	45 000	45 000
	Imm.inc. en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations tech., mat. et outillages indus.				
	Autres immobilisations corporelles	223 627	140 037	83 590	44 456
	Imm.corp. en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations financières (1)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	5 000 000		5 000 000	5 000 000
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	495 955		495 955	298 821
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE (III)		6 023 628	395 548	5 628 080	5 393 509
Stocks et en cours					
ACTIF CIRCULANT	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Créances (2)				
	Créances clients et comptes rattachés	18 900		18 900	24 000
	Autres créances	533 367		533 367	796 884
	Charges constatées d'avance	32 697		32 697	61 690
	Capital souscrit appelé, non versé				
	Valeurs mobilières de placement	68 535		68 535	72 908
	Disponibilités	3 248 692		3 248 692	2 551 269
	TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (IV)	3 902 191		3 902 191	3 506 751
CPTES REGUL.	Frais d'émission des emprunts (V)				
	Primes de remboursement des emprunts (VI)				
	Écart de conversion actif et différence d'évaluation Actif (VII)	12		12	1 025
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I À VII)		9 925 831	395 548	9 530 283	8 901 284
(1) Dont immobilisations financières à moins d'un an				495 955	298 821
(2) Dont créances à plus d'un an					

Bilan passif

BILAN PASSIF État exprimé en euros		31/12/2025	31/12/2024
	Capital (dont versé : 1 775 583)	1 775 583	1 746 551
	Primes d'émission, de fusion, d'apport...	6 227 499	8 540 432
	Écart de réévaluation		
	Écart d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées	165 809	165 809
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice [bénéfice ou perte]	-4 404 196	-3 955 402
	Subvention d'investissement	421 861	
	Provisions réglementées		
	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	4 186 556	6 497 390
AUTRES FONDS PROPRES			
	Produit des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	1 659 281	
	TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES	1 659 281	
PROVISIONS			
	Provisions pour risques	75 926	1 025
	Provisions pour charges		
	TOTAL DES PROVISIONS	75 926	1 025
DETTES			
	Dettes financières		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts, dettes auprès d'établissement de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers ⁽²⁾	638 178	686 821
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes d'exploitation		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 244 024	1 330 592
	Dettes fiscales et sociales	1 723 620	382 674
	Dettes diverses		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 654	2 654
	Produits constatés d'avance		
	TOTAL DES DETTES ⁽¹⁾	3 608 476	2 402 740
	Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif	43	129
	TOTAL PASSIF	9 530 283	8 901 284
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	-4 404 195,89	-3 955 402,06
	(1) Dont dettes à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	3 608 476	2 402 740
	(2) Dont emprunts participatifs		